



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/1997/104
15 juillet 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Session de fond de 1997
Genève, 30 juin - 25 juillet 1997
Point 7 c) de l'ordre du jour

RAPPORTS, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES :
QUESTIONS SOCIALES

Développement social

Lettre datée du 10 juillet 1997, adressée au Secrétaire général
par le Secrétaire d'Etat portugais à la jeunesse

J'ai l'honneur de vous transmettre une note sur les éléments pouvant figurer dans le projet de déclaration de Lisbonne sur les politiques et programmes en faveur de la jeunesse, dont l'adoption est prévue à la première session de la Conférence mondiale des ministres de la jeunesse (voir annexe), que le Gouvernement portugais, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, organise à Lisbonne du 8 au 12 août 1998, en application du paragraphe 123 de l'annexe à la résolution 50/81 de l'Assemblée générale relative au Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà.

La présente note, établie par le Gouvernement portugais en coopération avec l'ONU, doit inspirer les consultations officielles entre les Etats Membres sur cette question durant la session de fond de 1997 du Conseil économique et social.

Le Gouvernement portugais note qu'il a fallu cinq ans de négociations (1990-1995) dans le cadre de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission du développement social avant que les Etats Membres n'approuvent le texte de ce qui est devenu le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà.

Le Gouvernement portugais est convaincu que la première session de la Conférence mondiale des ministres de la jeunesse ne devrait pas être

l'occasion de rouvrir le débat sur le texte déjà adopté par l'Assemblée générale le 14 décembre 1995. Elle devrait plutôt être consacrée à des discussions entre ministres de la jeunesse, d'une part sur l'examen et l'évaluation des modalités par lesquelles les gouvernements, en coopération avec les mouvements de jeunes et les organisations liées à la jeunesse, ont appliqué les dispositions du Programme d'action aux niveaux national, régional et local, et, d'autre part, sur de nouvelles propositions quant à la façon dont les gouvernements, en coopération avec les mouvements de jeunes et les organisations liées à la jeunesse, peuvent mettre en oeuvre le Programme d'action selon une approche intersectorielle et mieux ciblée, aux niveaux national, régional et local.

Autrement dit, la Conférence ne doit en aucune façon répéter les négociations de la période 1990-1995, mais plutôt mettre à profit le consensus forgé par l'Assemblée générale lorsqu'elle a adopté le Programme d'action pour la jeunesse.

Les véritables innovations de la Conférence consisteront à associer directement et pour la première fois les ministres compétents à ce processus mondial, en rapportant les travaux de la Conférence à la mise en oeuvre du Programme d'action aux niveaux national, régional et local dans chaque Etat Membre de l'ONU.

L'apport de la Conférence sera symbolisé par la Déclaration de Lisbonne sur les politiques et programmes en faveur de la jeunesse, que devront adopter les participants, et par les engagements pris dans le cadre de ce processus par les ministres compétents de tous les Etats Membres de l'ONU, les représentants des organisations non gouvernementales groupant ou s'occupant des jeunes et des organisations liées à la jeunesse, les organismes du système des Nations Unies ainsi que les représentants des organisations intergouvernementales régionales qui organisent des réunions des ministres de la jeunesse dans les cinq régions où l'ONU est présente.

L'accent sera mis sur les mesures pratiques qui pourront être prises pour mettre en oeuvre de manière plus efficace le Programme d'action mondial pour la jeunesse aux niveaux national, régional et local.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire diffuser la note ci-annexée comme document officiel du Conseil économique et social à sa session de fond de 1997, au titre du point 7 c) de l'ordre du jour. Son examen devra s'inscrire en particulier dans le cadre des débats sur la mise en oeuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse, y compris la tenue d'une conférence mondiale des ministres de la jeunesse (voir le projet de résolution IV figurant au chapitre I du rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa trente-cinquième session (E/1997/26), le rapport du Secrétaire général sur la coopération avec le Gouvernement portugais concernant l'organisation de la Conférence mondiale des ministres de la jeunesse (E/1997/103), et le rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà (A/52/60-E/1997/6)).

Le Secrétaire d'Etat à la jeunesse
(Signé) António José MARTINS SEGURO

Annexe

ELEMENTS POUVANT FIGURER DANS LE PROJET DE DECLARATION DE LISBONNE SUR LES POLITIQUES ET PROGRAMMES EN FAVEUR DE LA JEUNESSE, QUI SERA ADOPTE A LA PREMIERE SESSION DE LA CONFERENCE MONDIALE DES MINISTRES DE LA JEUNESSE, AUX FINS D'UNE MISE EN OEUVRE PLUS POUSSEE DU PROGRAMME D'ACTION MONDIAL POUR LA JEUNESSE A L'HORIZON 2000 ET AU-DELA, GRACE A UNE APPROCHE INTERSECTORIELLE ET MIEUX CIBLEE AUX NIVEAUX NATIONAL, REGIONAL, ET LOCAL

Buts et objectifs du projet de Déclaration de Lisbonne sur les politiques et programmes en faveur de la jeunesse

Les buts et objectifs du projet de Déclaration de Lisbonne sur les politiques et programmes en faveur de la jeunesse découlent des mandats définis par l'Assemblée générale (résolution 50/81, par. 123 et 124) et le Conseil économique et social (voir le projet de résolution IV dont la Commission du développement social, à sa trente-cinquième session, a recommandé l'adoption par le Conseil), à savoir que la Conférence doit servir de cadre à un dialogue mondial ciblé sur les questions relatives aux jeunes ainsi qu'à l'examen, à l'évaluation et à la promotion de l'application du Programme d'action mondial pour la jeunesse.

La session devrait déboucher sur l'adoption, par les ministres de la jeunesse, d'une déclaration de Lisbonne sur les politiques et programmes en faveur de la jeunesse, aux fins d'une application plus poussée du Programme d'action mondial pour la jeunesse, grâce à des mesures intersectorielles précises et mieux ciblées aux niveaux national, régional et local.

Eléments pouvant figurer dans le projet de Déclaration de Lisbonne sur les politiques et programmes en faveur de la jeunesse

Ces éléments sont tirés du premier rapport du Secrétaire général sur l'examen et l'évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà (A/52/60-E/1997/6). Ils sont présentés plus loin sous forme d'une liste qui doit servir de base aux consultations officielles entre les Etats Membres lors de la session de fond de 1997 du Conseil économique et social.

En l'absence d'un ordre du jour provisoire de la Conférence mondiale des ministres de la jeunesse, les éléments énumérés plus loin ne sont que des suggestions préliminaires présentées pour examen aux Etats Membres et devant être affinées durant la période 1997-1998. Les conclusions de la Conférence devraient se fonder sur un échange d'informations concernant les mesures prises par chaque Etat Membre au sujet des questions traitées dans le Programme d'action et eu égard aux Directives concernant la poursuite de la planification et des activités de suivi appropriées dans le domaine de la jeunesse, approuvées par l'Assemblée générale dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse en 1985, et à la Déclaration concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et

de compréhension entre les peuples, adoptée par l'Assemblée générale en 1965. On trouvera ci-après les éléments qui pourraient figurer dans le projet de déclaration :

1. Politiques nationales de la jeunesse aux fins d'application du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà.
2. Les trois thèmes de l'Année internationale de la jeunesse (1985), à savoir "Participation, développement et paix", et leurs rapports avec l'application du Programme d'action mondial pour la jeunesse.
3. Affaires sociales : éducation, emploi, santé et drogue. Principaux domaines d'activité prioritaires du Programme d'action mondial pour la jeunesse.
4. Recommandations aux niveaux régional et international :
 - 4.1 Vers un système global de coordination et de coopération entre les réunions régionales des ministres de la jeunesse, les futures sessions de la Conférence mondiale des ministres de la jeunesse et l'ONU, dans le but d'examiner, d'évaluer et de promouvoir plus avant le Programme d'action pour la jeunesse.
 - 4.2 Renforcement de la coopération entre les commissions régionales de l'ONU et les réunions régionales des ministres de la jeunesse, en vue de l'élaboration des recommandations de la Conférence mondiale des ministres de la jeunesse et du suivi de leur application.
 - 4.3 Futures sessions de la Conférence mondiale des ministres de la jeunesse et mesures de suivi proposées pour l'application à l'échelle internationale du Programme d'action pour la jeunesse, y compris la déclaration d'intention des Nations Unies sur la jeunesse (problèmes et possibilités), à savoir :
 - Normes internationales, mécanismes de contrôle et mesures de promotion des droits des jeunes;
 - Collecte de données et diffusion d'informations relatives à la jeunesse;
 - Travaux de recherche et études directives sur la jeunesse;
 - Planification et coordination dans le domaine de la jeunesse;
 - Coopération technique : formation et services consultatifs dans le domaine de la jeunesse;
 - Communication et partenariat tant avec les organisations non gouvernementales s'occupant des jeunes qu'avec le secteur privé, aux fins d'une application plus efficace du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà.
